

Acte Certifié exécutoire

Envoi : 18/11/2014

Réception par le Prefet : 18/11/2014

Publication : 21/11/2014



Conseil Général Haut-Rhin

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

Pour le Président du Conseil Général
et par délégation
Ludovic LIONS
Chef du Service Administratif de
l'Assemblée

N° CP-2014-10-2-9

Séance du vendredi 14 novembre 2014

AIDE AUX CAMPINGS

La Commission Permanente du Conseil Général,

- VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission Permanente,
- VU la délibération du Conseil Général n°CG-2011-1-1-4 du 31 mars 2011 relative aux délégations de compétences du Conseil Général à la Commission Permanente,
- VU la délibération du Conseil Général n° CG-2014-2-2-2 du 13 mars 2014 relative au Budget Primitif pour les interventions du Département en faveur du Tourisme,
- VU le rapport du Président du Conseil Général,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- attribue une subvention plafonnée à 49 949 € à la SARL CAMPING LES BOULEAUX pour la réalisation de travaux au camping « Les Bouleaux » à RANSPACH ;
- approuve la convention d'attribution de subvention avec la SARL « CAMPING LES BOULEAUX », jointe en annexe, et autorise le Président du Conseil Général à la signer ;
- décide de prélever les crédits sur le chapitre 204, fonction 94, nature 20422, programme F241 du budget départemental.

LE PRESIDENT
Pour le Président
du Conseil Général du Haut-Rhin
et par délégation,
le 1^{er} Vice-Président

Rémy WITH

Adopté
voix contre
abstentions

Convention relative au versement d'une subvention
à la Sàrl « Camping les Bouleaux »
pour la réalisation de travaux d'investissement
sur le camping « Les Bouleaux »
à RANSPACH

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le règlement 1407/2013 de la Commission Européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis,

Vu la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011, et plus généralement les règles dites « Paquet ALMUNIA », relatives aux aides d'Etat,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le Règlement Financier du Département du Haut Rhin,

Vu la demande de subvention présentée par la Sàrl « Camping Les Bouleaux » en date du 11 août 2014,

Vu la délibération n° CP-2014- de la Commission Permanente du 14 novembre 2014,

Entre,

Le Département du Haut-Rhin (dossier suivi par le Service du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et du Tourisme), représenté par le Président du Conseil Général, dûment habilité pour ce faire par délibération de la Commission Permanente en date du 14 novembre 2014, sis 100 avenue d'Alsace – BP 351 - 68006 Colmar Cedex,

ci-après désigné sous le terme "Le Département"

d'une part,

Et

La Sàrl « Camping les Bouleaux » sise 8, rue des Bouleaux à 68470 RANSPACH, représentée par Monsieur Gabriel SIMON, gérant,

ci-après désignée « la Sàrl Les Bouleaux »,

d'autre part,

Considérant la politique départementale relative au soutien à l'hôtellerie de plein air haut-rhinoise, le Département participe aux investissements visant à améliorer la qualité de l'accueil des touristes.

Le dispositif en place vise à soutenir la création, l'aménagement et la modernisation de terrains de campings ainsi que l'installation d'habitations légères de loisirs (HLL).

Il est exposé et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

La Sàrl Les Bouleaux, propriétaire du Camping « Les Bouleaux » à RANSPACH, classé 4 étoiles « tourisme » et comportant 60 emplacements tourisme et 40 emplacements loisirs, prévoit notamment la couverture de la piscine, l'aménagement d'un espace bien-être et la mise en accessibilité aux personnes à mobilité réduite de l'ensemble.

A ce titre, le Département accorde à la Sàrl Les Bouleaux une subvention d'investissement dans les conditions fixées ci-dessous.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention départementale

Après examen de l'ensemble des pièces fournies lors de la présentation de la demande de subvention, et notamment du budget prévisionnel du projet, le Département alloue à la Sàrl Les Bouleaux, pour la réalisation du projet mentionné à l'article 1er, une subvention maximale de 49 949 €.

Ce montant correspond à 20 % du montant estimatif de la dépense éligible évaluée à 683 540 € HT. Il est précisé qu'en raison des plafonnements existants en matière d'aide départementale aux campings, à savoir un montant maximum d'aide de 76 000 € sur 4 ans, le montant de subvention est plafonné à 49 949 € compte tenu des aides déjà accordées par le Département durant les 4 dernières années.

Si le montant des dépenses réelles attestées par la Sàrl Les Bouleaux pour la mise en œuvre de son projet est inférieur au montant des dépenses figurant dans le budget prévisionnel précité, la subvention versée par le Département pourra être réduite à due concurrence, par décision du Président du Conseil Général, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à la présente convention.

Dans cette hypothèse, le montant définitif de la subvention, tel qu'arrêté dans les conditions précitées par les services du Département, sera notifié à la Sàrl Les Bouleaux par courrier du Président du Conseil Général.

La Sàrl Les Bouleaux devra alors se conformer, le cas échéant, à la demande de remboursement du trop-perçu de la subvention qui lui parviendra, via l'émission d'un titre de recettes.

En revanche, si le montant des dépenses réelles attestées par la Sàrl Les Bouleaux pour la mise en œuvre de son projet est supérieur au montant des dépenses figurant dans le budget prévisionnel précité, aucune augmentation du montant de la subvention départementale ne pourra être sollicitée, le montant de cette dernière étant maximal.

ARTICLE 3 : Modalités de versement et de contrôle de la subvention

Conformément au règlement financier du Département, la subvention fera l'objet d'un versement unique en fin de réalisation de l'opération, sur présentation du décompte

financier de l'opération avec relevé des paiements certifié par le trésorier, avec copies des factures acquittées ou des décomptes des entreprises.

Si le montant de dépenses réelles attestées par le maître d'ouvrage est inférieur au montant des dépenses subventionnables, la subvention versée sera automatiquement réduite à concurrence résultant pour le financement départemental de la différence constatée.

Les modalités de contrôle des subventions se feront conformément au règlement financier du Département et, le cas échéant, aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics.

En tout état de cause, le Département se réserve la possibilité de demander à tout moment l'ensemble des pièces justificatives et/ou d'opérer tout contrôle sur place pendant un délai de 10 ans après le versement du solde.

De plus, aucun versement d'une aide accordée ne pourra être demandé par l'association au-delà des crédits inscrits au budget annuel du Département. Dans cette hypothèse, le versement sera reporté à une année budgétaire ultérieure.

Le versement sera effectué par prélèvement sur le programme F241, chapitre 204, fonction 93, nature 20422, du budget départemental et viré sur le compte du bénéficiaire.

Le comptable assignataire est le Payeur Départemental du Département du Haut-Rhin.

Article 4 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide départementale

La convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter de sa signature par l'ensemble des parties. Cette convention demeurera cependant en vigueur jusqu'à l'extinction complète des obligations respectives des parties.

En revanche, la présente convention ne pourra faire l'objet d'aucune reconduction tacite.

En outre, conformément au règlement financier du Département actuellement en vigueur, la durée de validité de la subvention accordée au titre de la présente convention est de 3 ans à compter de sa notification. En conséquence, son solde sera annulé d'office si les pièces justificatives exigées en application de l'article 3 de la présente convention ne sont pas fournies au Département dans ce délai.

Article 5 : Engagements de la Sàrl Les Bouleaux

La Sàrl Les Bouleaux s'engage à :

- fournir au Département un plan de financement définitif du projet ;
- tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur ;
- alerter le Département sans délai par courrier en cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution de la présente convention ;
- aviser le Département de toute modification ayant trait à la composition de ses organes de direction, ses coordonnées postales, téléphoniques et bancaires ;
- informer le Département de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire et de toute cession de la créance départementale (*cf. article 10*) ;
- faire mention du soutien du Département, par tout moyen approprié, sur tous supports de communication relatifs au projet subventionné ;

- à informer sans délai le Département des autres subventions publiques attribuées pour la réalisation de l'objet de la subvention départementale.

Dans tous les cas, le Département se réserve la possibilité d'opérer sur place tout contrôle qui lui semblerait nécessaire. La Sàrl Les Bouleaux s'engage, à cet égard, à les faciliter.

La Sàrl Les Bouleaux devra également associer le Conseil Général aux inaugurations, poses de premières pierres relevant de la subvention départementale. A cet effet, elle s'engage à prendre l'attache du Cabinet du Président du Conseil Général avant de déterminer les dates afférentes à ces évènements.

Article 6 : Sanctions

Le respect des prescriptions de la présente convention est impératif.

En cas de non respect des dispositions de la présente convention, d'inexécution ou de modification substantielle de ses conditions d'exécution par la Sàrl Les Bouleaux sans l'accord écrit du Département, ou de retard significatif dans son exécution, le Département pourra suspendre le versement de la subvention, voire diminuer son montant ou l'annuler, après examen des justificatifs présentés par la Sàrl Les Bouleaux, et exiger, le cas échéant, le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention. Le Département devra en informer la Sàrl Les Bouleaux par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cependant, aucune diminution ou suspension du versement de la subvention ne pourra être opérée sans que la Sàrl Les Bouleaux n'ait été mise en demeure, par le Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, de se conformer à ses obligations ou, à défaut, de présenter ses observations, dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours.

Article 7 : Modification de la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les dispositions des articles 1 et 2 de la présente convention.

Tous les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

Article 8 : Résiliation de la convention

La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

Elle pourra également être résiliée à l'initiative de la Sàrl Les Bouleaux, soit pour des motifs qui lui sont propres tenant notamment à son activité et son administration, soit en cas de faute du Département. Dans ce dernier cas, la résiliation ne pourra intervenir qu'après envoi, au Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'une mise en demeure restée sans effet à l'expiration d'un délai de un mois suivant sa réception, ou sans mise en demeure en cas de faute lourde.

Le Département se réserve aussi la faculté de résilier de plein droit la présente convention en cas de non respect par la Sàrl Les Bouleaux de l'une des clauses de la présente convention dès lors que dans le mois suivant la réception d'une mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception par le Département, la Sàrl Les Bouleaux n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans mise en demeure, en cas de faute lourde.

La présente convention sera également résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire de la Sàrl Les Bouleaux ou d'impossibilité pour la Sàrl Les Bouleaux d'achever son projet.

Enfin, la présente convention pourra être résiliée unilatéralement par le Département sur décision motivée par un motif d'intérêt général dûment justifié.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation de la Sàrl Les Bouleaux en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Département pourra procéder au paiement partiel de sa subvention, au regard des justificatifs présentés portant sur des travaux réalisés voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 6 (examen des justificatifs présentés par la Sàrl Les Bouleaux, information de cette dernière par lettre recommandée avec accusé de réception).

Article 9 : Responsabilité

La Sàrl Les Bouleaux exerce son activité définie à l'article 1^{er} sous sa seule responsabilité. En aucun cas, la responsabilité du Département ne pourra être recherchée à raison de son activité, pour laquelle il appartient à la Sàrl Les Bouleaux de souscrire les assurances adéquates.

Article 10 : Cession de créances

Le Département devra être informé au préalable de tout projet de la Sàrl Les Bouleaux de cession de la créance que constitue la subvention départementale au profit d'un établissement bancaire.

Dans cette hypothèse, Sàrl Les Bouleaux s'engage également à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, et en particulier de ses articles 6 et 9.

En cas de cession de créance, le Département vérifiera si toutes les conditions pour le maintien de la subvention et son versement sont remplies. Le cas échéant, il pourra résilier la convention.

Article 11 : Compétence juridictionnelle

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de STRASBOURG, mais uniquement après échec d'une tentative de conciliation amiable.

Fait en deux exemplaires

A Colmar, le

Le Gérant de la Sàrl
Les Bouleaux

Le Président du Conseil Général

Gabriel SIMON